

SWATUK, Larry et David R. BLACK, dir. *Canada and Southern Africa After Apartheid : Foreign Aid and Civil Society*. Halifax, Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University, 1996,148 p.

Munda Simamba Baruti

Volume 29, Number 3, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703950ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703950ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Baruti, M. S. (1998). Review of [SWATUK, Larry et David R. BLACK, dir. *Canada and Southern Africa After Apartheid : Foreign Aid and Civil Society*. Halifax, Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University, 1996,148 p.] *Études internationales*, 29(3), 778–780. <https://doi.org/10.7202/703950ar>

sociétés tendent plutôt à expliquer les convergences alors que l'héritage politique, la culture et les valeurs, les institutions et les modes de fonctionnement de la vie politique expliquent les divergences. Mais ces explications n'ont rien de systématique. Ainsi, les auteurs font remarquer que le discours sur les droits et libertés et la juridictionnalisation de la politique, qui sont un incontestable élément de convergence des comportements dans les deux États, se situent dans une dimension qui est peu sujette à l'influence et aux pressions de la situation économique internationale. Il faut donc trouver d'autres éléments d'explication, ce que proposent les auteurs de manière convaincante puisque chaque argument avancé est étayé par des démonstrations.

À souligner également une intéressante réflexion sur la force et la capacité de l'État. Les auteurs estiment que le concept « d'autonomie » de l'État, d'État fort ou d'État faible, a une double signification dans la situation actuelle. Si la dynamique de l'économie mondialisée limite l'autonomie des États par rapport au système international, l'État a besoin d'être fort, relativement protégé et autonome par rapport aux pressions de l'opinion et donc de la société s'il veut être en mesure de répondre aux défis de son environnement.

Toute la démonstration des auteurs s'attache à établir de manière implicite que l'État reste encore pour longtemps la modalité d'organisation politique des sociétés et qu'il dispose de capacités d'adaptation qui lui laissent une marge d'initiative. L'État n'est pas nécessairement ce monstre au service de la standardisation et de

l'homogénéisation du « village planétaire », mais le lieu et l'instrument d'affirmation des identités, comme cela est démontré tout au long de cet ouvrage.

Cet ouvrage concerne prioritairement deux catégories de lecteurs. Ceux que la réflexion sur l'avenir de l'État intéresse. Ceux qui sont intéressés par l'aire culturelle nord-américaine. Il serait bon, d'autre part, que la problématique et la méthodologie suivies par les auteurs puissent donner lieu à la production de travaux similaires en Europe.

Bernard LABATUT

*Centre d'Études et de Recherches sur l'Armée  
(CERSA)*

*Institut d'Études Politiques, Toulouse, France*

### **Canada and Southern Africa After Apartheid: Foreign Aid and Civil Society.**

*SWATUK, Larry et David R. BLACK, dir.  
Halifax, Centre for Foreign Policy  
Studies, Dalhousie University,  
1996, 148 p.*

Le défi qui devait essentiellement être relevé au cours de cet exercice était celui de trouver un fil conducteur entre les différents chapitres de cet ouvrage collectif. Postulant que la masse populaire, le monde des affaires et les élites sont les véritables moteurs de tout changement, les auteurs soutiennent que la société civile est un acteur essentiel qui, pour cause de vulnérabilité, doit être consolidée dans les démocraties naissantes de l'Afrique australe. Dans cet ouvrage, les auteurs font un panorama des problèmes contemporains de cette région de l'Afrique, suggèrent que le partenariat ou les relations transnationales entre

la société civile de la région et celle du Nord sont essentiels pour le renforcement des démocraties naissantes et définissent, au regard des défis et changements actuels, le rôle devant être joué par Ottawa pour consolider le processus de démocratisation dans la région.

La thérapeutique proposée par les auteurs pour le développement démocratique de l'Afrique australe, à savoir le partenariat transnational et une nouvelle politique étrangère canadienne, est la résultante des conditions des États et de la faiblesse de la société civile, du non-respect des droits de la personne, du taux élevé de chômage, de la quasi-inexistence des systèmes de santé, de l'existence d'un marché parallèle très actif, de l'absence des infrastructures de base, de la corruptibilité des forces de police et du risque imminent de guerre civile en Afrique australe. Bien plus, pour les auteurs, les conséquences négatives de l'économie globale et des programmes d'ajustement structurel sur les pays africains, la crise de leadership, la culture patriarcale africaine et ses conséquences politiques, l'absence d'une opposition organisée viable et le système clientélisme empêchent un développement démocratique de l'Afrique australe.

Un autre grand problème que les auteurs identifient est la mondialisation qui, avec sa logique dominante de compétition, a pour conséquence, l'accélération du processus de paupérisation des pays de l'Afrique australe. De ce point de vue, McLean déplore que les tenants de l'approche contre-hégémonique de la mondialisation, avec leur insistance sur la solidarité internationale, soient mal orga-

nisés et pas en mesure de rendre opérationnelle la collaboration souhaitée entre le marché et l'État pour un développement durable centré sur l'Homme. Le tableau funèbre de l'état actuel de l'Afrique australe explique, dans la région, l'émergence des ONG dont la prolifération est la manifestation du pluralisme nécessaire pour effacer de la carte politique de l'Afrique australe les systèmes autoritaires et consolider, d'autre part, les fragiles nouveaux régimes démocratiques.

Au chapitre du partenariat, défini comme un consortium formé d'un réseau d'ONG du Nord et du Sud, celui-ci est pour Sandra McLean un prétexte pour l'émergence du *global citizen* rendue possible par les relations transsociétales entre ONG, comme réponse aux différents changements qui ont lieu au niveau de l'économie politique globale. Bien plus, le partenariat s'avère être non seulement une thérapeutique vis-à-vis des conséquences négatives du Programme d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, mais aussi une occasion de coordonner les efforts pour la démocratisation de l'Afrique australe et des institutions internationales. Si le partenariat est par excellence le géniteur d'une Société civile globale, siège des forces qui militent pour la démocratisation, le respect des droits de l'homme et la protection de l'environnement, il suggère au Canada une politique étrangère d'aide et d'assistance dont les objectifs sont l'encouragement des relations transsociétales et la consolidation de la démocratie dans la région.

Pour atteindre ces objectifs, Ottawa devra adapter sa politique aux changements en vigueur dans la ré-

gion. D'une part, la politique canadienne d'aide et d'assistance devra être en harmonie avec les principes auxquels Ottawa adhère. D'autre part, elle tiendra compte des différents obstacles à la démocratisation notamment le manque de volonté politique des gouvernements d'entretenir des bonnes relations avec la société civile, le clientélisme politique, l'absence quasi totale de marge de manœuvre des sociétés civiles et les effets pervers du Programme d'ajustement structurel imposé aux pays de la région par le FMI et la BM. Concrètement, comme allié des pays de la région, le Canada, en jouant le rôle d'un *honest broker*, aura la mission d'aider la société civile à atteindre ses objectifs et d'encourager, d'autre part, les gouvernements à respecter les droits de l'homme. Ottawa, par sa double participation au Commonwealth et à la Francophonie, a les potentialités suffisantes pour promouvoir la démocratie en Afrique. Le Canada, comme membre du G7, devra tenter d'influencer les pays industrialisés pour qu'ils insistent sur le respect des droits de l'homme et la démocratie dans leurs relations avec les pays de l'Afrique australe et sur leur participation à la consolidation des ONG dans la région. L'ouvrage suggère à Ottawa de développer une relation avec le SADC, au plan multilatéral, et de contribuer au renforcement des liens, au plan local, entre la société civile urbaine et rurale.

Cet ouvrage est d'un grand intérêt tant pour ceux qui s'interrogent sur le rôle de la société civile africaine que pour les analystes de la politique africaine du Canada au lendemain du déclenchement du processus de

démocratisation. Au-delà du débat théorique sur la société civile, l'ouvrage passe en revue les différents problèmes auxquels les démocraties naissantes de l'Afrique australe sont confrontées et suggère une thérapeutique claire pour consolider le développement démocratique dans la région. D'une part, il est vrai que le partenariat entre les sociétés civiles du Nord et du Sud, dont l'objet est de prévenir l'État de maintenir la paix sociale, de l'obliger à être à l'écoute de la base et à contrôler ses prétentions à la domination, est approprié pour la consolidation des démocraties naissantes. D'autre part, comme le suggèrent les auteurs, il est un fait que les pays industrialisés devraient formuler leur politique d'aide et d'assistance en tenant compte des changements et des obstacles à la démocratisation présents au Sud. Cet ouvrage mérite absolument d'être lu par les analystes de la politique africaine, en général, et les étudiants de la politique africaine du Canada, en particulier.

Munda Simamba BARUTI

Assistante de recherche,  
IQHEI, Université Laval, Québec

### **Transatlantic Identity? Canada, the United Kingdom and International Order.**

WOLFE, Robert (dir.). Kingston, School  
of Policy Studies, Queen's University,  
1997, 156 p.

En mai 1995, le ministre canadien du Commerce international, Roy MacLaren, a lancé de Londres l'idée de créer une zone de libre-échange entre l'Amérique du Nord et l'Union européenne (TAFTA), qui ouvrira la voie à une *communauté* « increasingly